



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 16/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GILLIS TS**

38 Rue du Lycée  
82000 Montauban

Références : JR/S 2025-0015  
Code AIOT : 0003700628

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement GILLIS TS implanté 33 route de Toulouse 82170 Dieupentale. L'inspection a été annoncée le 09/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'action dit "post-Rouen". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent, entre autres, sur la modification de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (arrêté transversal en matière de prévention des risques accidentels), et notamment la refonte de la section 4 qui concernent les dispositions relatives à la limitation des conséquences des pertes de confinement.

L'action nationale a pour objectif de vérifier la mise en œuvre des prescriptions relatives :

- aux rétentions associées aux stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou

des sols ;  
- au confinement des eaux d'extinction incendie ;  
au sein des installations classées soumises à autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GILLIS TS
- 33 route de Toulouse 82170 Dieupentale
- Code AIOT : 0003700628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GILLIS AERO, créée en 1965, fabrique des éléments de fixations aéronautique.

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, l'entité filiale GILLIS TS a été créée pour prendre en charge ses activités propres de traitement de surfaces. L'atelier de traitement de surface a été construit et mis en exploitation en 2018 sur la commune de DIEUPENTALE (82170).

Le site dispose d'un arrêté préfectoral du 30 octobre 2017 et est également réglementé, pour ses activités de traitement de surface, par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 (rubrique 2565 soumise à enregistrement).

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention
- Équipement sous pression
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Autosurveillance des	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 9.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	émissions atmosphériques canalisées ou diffuses		l'exploitant	
9	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Vérification périodique des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.4	Sans objet
8	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le site est en bon état général et est bien tenu. Néanmoins, l'exploitant doit améliorer la rétention des huiles et mettre en conformité le confinement des eaux d'extinction, les orifices d'écoulement n'étant pas en position fermée par défaut comme imposé en cas de confinement interne. Il est attendu la transmission de justificatifs concernant le respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques, d'une liste des équipements sous pression attestant de leurs contrôles périodiques, et des mises à jour d'une consigne et d'une fiche de données de sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

<p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate au sein de l'établissement la présence de stockages d'huiles disposés sur des rétentions d'un volume insuffisant par rapport aux contenants qu'elles sécurisent. L'inspection constate que les produits chimiques associés au traitement de surface sont conservés sur des rétentions d'un volume suffisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'associer le stockage des liquide susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols à des rétentions de volume adapté, et de lui en attester.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que certaines des rétentions contiennent un volume parfois important d'huile, diminuant le volume disponible, jusqu'à le rendre nul.</p>

Des bennes copeaux de métal imbibés d'huile sont placées sur des rétentions qui sont totalement remplies au jour de la visite.

L'exploitant indique effectuer annuellement une vérification visuelle du bon état des rétentions associées à l'activité de traitement de surface. L'inspection constate que les rétentions des locaux de stockage des produits chimiques et des bains de traitement sont visuellement en bon état, et exemptes de liquide ou de corps étranger.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- de vider le liquide présent dans les rétentions ;
- de rédiger et de lui transmettre les modalités organisationnelles lui permettant de s'assurer que les rétentions restent exemptes de liquide et conservent un volume disponible suffisant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
  - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
  - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.
- Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers

sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté les calculs de dimensionnement du volume nécessaire de rétention des eaux d'extinction, qui ont été réalisés par la société JONKIERRE CONSEILS en 2015, et intégrés dans le chapitre 6 de l'étude de dangers accompagnant la demande d'autorisation d'exploiter.

Ce document indique que les eaux d'extinction sont confinées à l'intérieur du bâtiment du traitement de surfaces, au sein d'un volume calculé de 217 m<sup>3</sup>. Ce volume correspond à une surface au sol de 1087m<sup>2</sup> avec une hauteur de 0,2 m, et est supérieur au volume minimum de rétention prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 octobre 2017, qui est de 126m<sup>3</sup>.

L'inspection relève que les calculs n'intègrent pas le volume des liquides contenus dans l'atelier de traitement de surfaces, ni son encombrement.

L'inspection constate que le sol apparaît en bon état, mais que les orifices d'écoulement ne sont pas en position fermée par défaut comme imposé en cas de confinement interne. Trois barrières de rétention manuelle, d'une hauteur supérieure à 20 cm, sont disposées verticalement à côté des issues du bâtiment. L'exploitant indique que ces barrières nécessitent deux personnes pour être mises en place.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le calcul du dimensionnement de sa rétention, et d'assurer un confinement des eaux d'extinction conforme aux prescriptions applicables à son installation.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- dans le cas spécifique de rétention déportée (en référence à l'article 26 bis) : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection les documents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• "consigne en cas d'urgence - accident grave ou sinistre", référencée MO-HSE-01 et datée du 1er mai 2024 qui présente la conduite à tenir en cas d'accident grave ou de sinistre ;</li> <li>• "choix des extincteurs en fonction des feux", référencée MO-HSE-02 et datée du 23 février 2023;</li> <li>• "conduite à tenir en cas de déversement accidentel", référencée MO-HSE-03 et datée du 23 février 2023. L'exploitant indique que ce document n'est plus à jour depuis la mise en place d'un système automatique d'obturation des regards.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de réaliser la mise à jour de sa consigne MO-HSE-03 concernant la conduite à tenir en cas de déversement accidentel, et de lui en attester.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Fourniture FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant assurer la gestion des fiches de données de sécurité (FDS) via l'application informatique Seirich. A la demande l'inspection, l'exploitant a transmis la FDS de sécurité de l'acide nitrique 53 %. Cette fiche rédigée en français par la société Gaches chimie est daté du 6 avril 2018, ce qui représente une ancienneté de plus de 7 ans.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la fiche de données de sécurité de l'acide nitrique 53 % dans une version actualisée, et de prendre les moyens organisationnels lui permettant de s'assurer de la mise à jour régulière des fiches de données de sécurité des produits utilisés sur son site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 9.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures portent sur les paramètres définis à l'article 3.2.2 des rejets n°1 et 2 et font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme externe. Une analyse initiale est effectuée dans le délai de 6 mois après la mise en service de l'installation</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques pour l'année 2023, réalisé le 30 janvier 2024 par l'organisme de contrôle IRH ingénieur conseil, portant l'accréditation COFRAC n°1 - 7208.</p> <p>Ce rapport analyse les rejets de la tour de lavage acide et de la tour de lavage cyanures. Il relève le non-respect du paramètre vitesse d'éjection pour la tour de lavage cyanures.</p> <p>L'exploitant indique qu'un nouveau contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé en novembre 2024, pour lequel il est en attente des résultats.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de commenter la non-conformité relevée par le rapport des</p>

mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2023, en précisant notamment les mesures prises pour retrouver des valeurs conformes, et de lui transmettre dès réception le rapport de mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Vérification périodique des extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification périodique (Q4) réalisé le 27 février 2024 par la société CRIS, titulaire des certifications conjointes APSAD & NF Services d'installation et de maintenance d'extincteurs (n°383/07/04-285). Ce compte-rendu atteste que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente [...]
<b>Constats :</b>  A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification périodique complète des installations électriques (Q18) du bâtiment de traitement de surface, réalisée le 24 juin 2024 par l'organisme de vérification Bureau Veritas conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18. Ce rapport atteste que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion, atteste de la levée de plusieurs réserves suite au rapport de 2023 et signale l'absence de non conformité constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant explique avoir contractualisé une maintenance de ses équipements sous-pression avec la société Colombié Cadet. Il n'a pas été présenté à l'inspection de liste inventoriant ces équipements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une liste des équipements sous-pression présents dans son établissement, précisant le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois